

## **L'heure de la commune des communes a sonné !**

### **En soutien à l'appel de Commercy**

**Pierre Bance**

La spontanéité du mouvement des gilets jaunes, son hétérogénéité désarçonnent, peut faire craindre des dérives sans que personne ne sache lesquelles. Est-ce une raison pour que ceux qui en appellent au peuple à tout bout de champ, militants de gauche, libertaires, syndicalistes se tiennent sur le trottoir quand ce peuple prend ses affaires en main ? Qui, en 1789, disait que les révoltes des paysans aboutiraient à la République ?

Partis socialistes et syndicats ouvriers, apparus pour résister au capitalisme du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> siècle, industriel et bourgeois, pétrifiés par trop de fréquentations institutionnelles, ne sont plus en mesure de répondre à la puissance du néolibéralisme du 21<sup>e</sup> siècle, numérique et financier. Sur la défensive, accumulant les échecs, sans imagination, ils tuent leur promesse de vie meilleure. Cet espoir, encore confus, de justice, de liberté, d'égalité et de solidarité n'est-il pas porté aujourd'hui par ceux qui ne veulent pas du nouveau monde de Macron.

Les Sans-culottes de 2018 ne supportent plus la morgue d'un pouvoir vantant la réussite individuelle pour justifier l'inégalité, méprisant ceux qui ne s'en sortent pas tous seuls, protégeant les riches et pressurant les autres. Voilà un président de la République qui se croit majesté qui, pour alimenter sa folle politique d'ajustements structurels aux besoins de la banque et aux impératifs marchands de l'Union européenne, recourt à l'impôt comme au bon vieux temps de la gabelle. Mais devant des rassemblements de citoyens pacifiques demandant – seulement – un changement de politique, le pouvoir arrogant prend peur, s'enferme dans ses châteaux-forts. Pour toute réponse, il cherche la division, les gentils contre les casseurs ; tient un discours complotiste, plus que les black blocks, l'ultra-droite fera l'affaire pour justifier l'envoi des hallebardiers chargés de ramener l'ordre jupitérien. S'étonne-t-il que les gilets jaunes rhabillent le Roi Soleil en Louis XVI et demandent sa démission, pas encore sa tête ? Ouf ! L'ordre est rétabli, la marchandisation et la pollution ont repris les Champs-Élysées. Demain y défilent les militaires pour célébrer l'Austerlitz macronien ! Les petits marquis du Parlement, encore dégoulinants de trouille, jubilent. Les bureaucrates se rendorment. Vaincus, les gilets jaunes devront-ils rentrer dans le rang, se taire et continuer de gérer comme ils peuvent les fins de mois ? Leur mouvement est-il condamné à s'éteindre par lassitude et sous la force du droit ? Non, s'ils décident de s'organiser. De s'organiser autrement. De renouer avec la démocratie directe et le fédéralisme des communes autonomes.

D'opinions différentes, d'origines sociales diverses, de statuts professionnels parfois opposés, ils se sont retrouvés pour défendre leur dignité. La précarité des uns fait écho à l'épuisement des autres. Ils ont compris que, malgré leurs différences, ils pouvaient s'entendre, étaient capables d'agir collectivement et de mettre le pouvoir aux abois. Ils ont compris que, laissant de côté ce qui les séparent, ils s'accordaient sur leurs intérêts communs, que leurs soucis quotidiens étaient les mêmes, leur cause aussi. Il faut maintenant pérenniser cette impromptue rencontre des inquiétudes venues des campagnes hallucinées et des villes tentaculaires. Trouver l'équilibration des contraires. Constituer des comités locaux qui s'organisent selon les principes de la démocratie directe : assemblée générale souveraine, mandat impératif et révocable à tout moment, rotation des responsabilités. Ces communes autonomes, conseils municipaux parallèles, porteront la revendication populaire, égalitaire, sociale et écologique. Si elle n'est pas satisfaite, ils tenteront de la mettre en œuvre sans se préoccuper de la représentation légale, quitte à s'affronter au maire et au préfet, à renvoyer le député dans son bocal. Jour après jour, se pensera, pacifiquement, la société émancipée, la société libérée de la domination, de toutes les dominations. Autant que nécessaire, les communes libres se fédèreront pour partager leur expérience, leur réflexion, prendre en main la gestion des biens communs (écoles, transports, santé, environnement...). Ainsi, l'État, progressivement, sera marginalisé, ses pouvoirs rognés au point de le rendre inutile, jusqu'au jour où il suffira de pousser une dernière fois la pyramide de l'ordre autoritaire pour qu'elle s'écroule. Ce sera long et difficile, mais possible.

J'entends les récriminations. Discours utopistes rétorquent les intellectuels organiques de la droite, rodomontades gauchistes enchaîneront leurs compères de la gauche. Au diable la folie municipaliste, disent les Versaillais. Gare au désordre crient ceux qui pensent, souvent à tort, avoir tout à perdre du changement. Ce n'est pas réalisable, penseront les plus bienveillants, qui aimeraient mais n'y croient pas. Tous ceux-là n'arrivent pas encore à se détacher du cadre de pensée étatique. Attendre, toujours attendre, jusqu'à la fin des temps que les élus, les chefs, les sachants trouvent la solution de ce qu'ils ne cherchent surtout pas : l'émancipation du peuple. Les programmes des politiciens ne sont plus acceptables, les discours de Macron, Castaner et compagnie sur une grande concertation dans les catacombes encore moins, les citoyens doivent prendre leurs affaires en main. Ils sont les seuls à pouvoir imaginer et bâtir la commune des communes sans César, ni tribun. Qu'ils suivent l'appel de Commercy ! Qu'ils le fassent nom de Dieu !

**Pierre Bance**